

**Faits saillants du FPHN 2022 :  
Mardi 5 juillet 2022**

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (s'est ouvert sur des expressions de préoccupation concernant les revers auxquels la communauté mondiale a été confrontée depuis la dernière session en mode présentiel du FPHN en 2019. Des défis qui n'avaient pas été prévus lorsque les Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés en 2015, défis tels que la pandémie mondiale, les conflits et la crise alimentaire qui en a résulté, ainsi que les revers dans l'éducation, ont été mis en exergue comme autant de raisons pour lesquelles nous perdons du terrain dans la mise en œuvre des ODD. Les intervenants ont néanmoins exprimé leur optimisme quant à la possibilité d'améliorer la résilience de nos systèmes socio-économiques et de santé.

**La séance d'ouverture**

Collen Vixen Kelapile, Président du Conseil économique et social (ECOSOC), a ouvert l'édition 2022 du FPHN. Les délégués ont adopté l'ordre du jour (E/FPHN/2022/1). Kelapile a déclaré que la pandémie de COVID-19 avait ralenti la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et inversé les progrès sur de nombreux ODD, mais a affirmé que la pandémie avait servi de « signal d'alarme » pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les sociétés. Il a souligné l'opportunité de mieux reconstruire en utilisant le Programme 2030 comme mode de relance.

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, a résumé les principaux messages fournis par les Examen nationaux volontaires (ENV), signalant que de nombreux pays ont commencé à introduire des politiques innovantes pour mieux reconstruire, notamment par le biais de moratoires sur la dette, de plans nationaux de résilience et de mesures de protection sociale renforcées, et par l'expansion de l'économie numérique et par la reconnaissance de la nécessité de « transitions profondes » pour se remettre sur les rails.

Affirmant que 3 500 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires pour l'action climatique dans les économies des pays émergents et les pays en développement, d'ici 2030, Nicholas Stern, de la London School of Economics, a donné la priorité, entre autres, à des politiques fortes pour encourager l'investissement, l'aide publique au développement, le financement du secteur privé et le triplement du financement des banques multilatérales de développement.

Soulignant l'importance de la coordination, Suriya Chindawongse, Vice-présidente de l'ECOSOC, a appelé à l'équité et à l'autonomisation, à la durabilité et à la synergie, à un équilibre entre les peuplements et la planète, et à une architecture harmonisée des Nations Unies permettant d'atteindre les ODD qui se renforcent mutuellement.

Évoquant les crises mondiales actuelles de l'alimentation et de la chaîne d'approvisionnement, la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine, Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a souligné la nécessité de mettre en œuvre un système agroalimentaire durable, et que cela peut être soutenu par le centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies.

Mari Pangestu, Directrice générale de la politique de développement et des partenariats du Groupe de la Banque mondiale, a réitéré l'engagement de la Banque en faveur du développement vert et bleu, notamment en ce qui concerne la réduction des subventions à la pêche et la négociation d'un instrument mondial sur la pollution plastique.

Kaylash Satiyarti, Défenseur des ODD et lauréat du prix Nobel de la paix 2014, Inde, a condamné l'augmentation du travail des enfants et la perte d'accès à l'éducation pour les enfants en Afrique subsaharienne, et a appelé à un financement accru de la protection sociale, des enseignants et des programmes d'alimentation scolaire.

Valentina Munoz Rabanal, Avocate des ODD et Défenseuse des jeunes féministes, Chili, a signalé que les droits des femmes sont régulièrement renversés en temps de crise, et a condamné la récente abrogation de l'accès à l'avortement par la Cour suprême des États-Unis. Elle a noté que la liberté reproductive est prescrite par l'ODD 3 (bonne santé et bien-être).

Présentant leur clip vidéo de la chanson « Next Level », les membres du groupe de K-pop Aespa ont souligné la nécessité de donner la priorité à la mise en œuvre des ODD pour garantir que la réalité réelle et la réalité virtuelle soient durables et justes.

**Reconstruire en mieux et faire progresser les ODD**

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des affaires économiques et sociales, a présenté le rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des ODD (E/2022/55). Il a souligné la nécessité de : s'attaquer aux inégalités en matière de vaccins ; donner la priorité à une relance à faible émission de carbone ; réformer l'architecture internationale de la finance et de la dette ; renouveler le contrat social entre les gouvernements et leurs citoyens pour la livraison des biens publics mondiaux ; et générer et utiliser des données solides.

Ouvrant le débat public, le Modérateur Nikhil Seth, Directeur exécutif de l'UNITAR, a invité les participants à se concentrer sur les solutions permettant de se remettre de la pandémie. Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CÉSAF), a mis l'accent sur les politiques transformatrices qui ne laissent personne de côté, le financement du développement, le multilatéralisme et la coopération régionale. Marta Lucía Ramírez, Vice-présidente et Ministre des affaires étrangères de la Colombie, parlant au nom du groupe des pays partageant les mêmes idées, a souligné que les pays en développement ont supporté de manière disproportionnée le poids des récents défis mondiaux tels que le COVID-19, les crises énergétique et alimentaire, et l'augmentation des niveaux d'endettement.

António Vitorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, a évoqué la Déclaration d'avancement du Forum international d'examen des migrations, qui fait le lien entre le pacte mondial sur la migration et la réalisation des ODD. Li Andersson, Ministre finlandais de l'éducation, a souligné la nécessité d'investir dans l'éducation, de favoriser le potentiel d'innovation et de renforcer les efforts en faveur de la parité hommes-femmes. Linda Yueh, de la London Business School, a appelé à des investissements dans le capital humain, les infrastructures nettes zéro et les partenariats, et a souligné la nécessité d'obtenir l'adhésion des parties prenantes de la communauté pour mieux reconstruire.

Affirmant que la pandémie n'est pas encore terminée, Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a souligné l'importance de : donner la priorité aux soins de santé primaires ; la promotion d'une architecture mondiale pour les soins de santé d'urgence ; améliorer les systèmes de soins de santé et d'alerte précoce ; et fournir un financement adéquat pour atteindre l'ODD 3. Anar Karimov, Vice-ministre du travail et de la protection sociale de la population, Azerbaïdjan, a souligné les mesures de résilience et de relance de son pays face à la COVID-19, notamment la mise en place de mesures de protection sociale, les propositions internationales sur l'accès universel aux vaccins et la protection de l'emploi.

Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, a souligné la nécessité de disposer de données désagrégées de haute qualité et d'un accès accru à la contraception et à une éducation sexuelle complète. Jaime Miranda, Coprésident du Groupe indépendant de scientifiques, Édition 2023 du Rapport mondial sur le développement durable, a partagé la perte qu'il a subie en raison de la pandémie et a appelé à un nouveau départ à la suite du chagrin collectif.

Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence contre les enfants, a indiqué que davantage d'enfants sont victimes de violence et que des réseaux criminels exploitent ces vulnérabilités. Elle a souligné les avantages économiques de l'éducation et de l'investissement dans les enfants dès le plus jeune âge. George Gyan-Baffour, Conseiller politique principal auprès du Ministre des Finances du Ghana, a souligné la faiblesse des progrès vers la réalisation des ODD et a cité les crises mondiales, y compris les entraves à la sécurité alimentaire.

Vera Katalinić Janković, Conseillère spéciale du Ministre croate de la Santé, a souligné l'attention croissante portée à l'interface homme-animal et la nécessité de prévenir la prolifération des maladies zoonotiques. Lynrose Jane D. Genon, Conseil exécutif de Young Women + Leaders for Peace, Philippines, a souligné la nécessité d'accroître la confiance entre les gouvernements et les jeunes, notamment par le biais de stratégies nationales co-détenues et co-crées pour la jeunesse.

Ambuj Sagar, Groupe indépendant de scientifiques, Édition 2023 du Rapport mondial sur le développement durable, a déclaré que la science, la technologie et l'innovation (STI) peuvent bénéficier : d'une vision systémique ; de la prise en compte de l'environnement de l'utilisateur ; de la claire spécification des objectifs des STI ; et d'une meilleure coopération. Gabriela Zavaleta Vera, Mas Igualdad, Pérou, a appelé à des protections sociales renforcées ; à s'assurer du caractère inclusif des programmes d'urgence et de relance ; et à la reconnaissance des relations homosexuelles et de l'identité de genre.

Seth Berkley, PDG de l'Alliance GAVI, a souligné l'importance des vaccinations anti-pandémiques et de routine et la nécessité d'améliorer la capacité d'absorption des pays et des communautés à faible revenu. Hala El-Said, Ministre égyptienne de la planification et du développement économique, a souligné l'importance de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et de l'action climatique dans le processus de reprise post-pandémique de l'Égypte.

Les délégués ont ensuite partagé leur expérience et leurs défis dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 et d'autres crises mondiales, y compris le lancement de plusieurs initiatives. La séance s'est conclue par un spectacle du chanteur et guitariste malien Vieux Farka Touré.

### **Focus sur les ODD : L'ODD 17 et ses liens avec d'autres objectifs**

**Financer une réponse solide à la crise et investir dans les ODD :** Qualifiant d'« impraticables » les conditions d'emprunt auxquelles sont confrontés de nombreux pays en développement, Jeffrey Sachs, Directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia, a appelé à : une paix négociée entre la Russie et l'Ukraine, une véritable coopération mondiale pour mettre fin à la pandémie et une augmentation notable du financement public du développement.

Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a appelé à : l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS) ainsi que la tenue des promesses de DTS existantes ; améliorer le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette ; et veiller à ce que les marchés volontaires du carbone soutiennent une transition juste de l'Afrique.

Donnant un aperçu des conclusions de l'édition 2022 du Rapport sur les ODD concernant l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), Yongyi Min, UNDESA, a noté que la pandémie a alourdi le fardeau de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire.

Modérant la table ronde, Homi Kharas, Brookings Institution, a souligné la difficulté d'obtenir des financements privés pour le développement durable. Lino Briguglio, professeur à l'Université de Malte, a souligné l'importance d'institutions solides pour la mobilisation de financements concessionnels. Leila Fourie, PDG, Johannesburg Stock Exchange, Afrique du Sud, a appelé, entre autres, à un cadre politique solide pour encourager les investissements dans les ODD. Ulrich Volz, de l'Université SOAS de Londres, a donné la priorité, entre autres, au recours aux banques de développement multilatérales et nationales pour la mobilisation de capitaux privés.

D'autres intervenants ont souligné la nécessité de : créer des emplois décents, formaliser l'économie des soins et négocier un

instrument international juridiquement contraignant pour faciliter la coopération en matière de fiscalité.

### **Mobiliser et partager la science, la technologie et l'innovation pour une reprise axée sur les ODD :**

L'ambassadeur Kennedy Gastorn, Tanzanie, Coprésident de l'édition 2022 du Forum sur les STI, a souligné les recommandations du Forum, notamment : l'amélioration de la coopération internationale pour faciliter le partage des avantages et l'accès aux données ; démonétiser la production de connaissances ; et accroître la solidarité pour réduire la fracture numérique.

Mario Cimoli, Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a déclaré que la collaboration internationale en matière de STI doit aller au-delà des déclarations volontaires et devrait devenir un élément fondamental des accords de commerce, d'investissement et de propriété intellectuelle pour garantir leur application.

Quarraisha Abdool Karim, ambassadrice spéciale d'ONUSIDA pour les Adolescents et le VIH, a souligné l'importance d'améliorer la confiance du public dans la méthode scientifique et de réduire la fracture numérique grâce à la gouvernance numérique, au financement public et à la souveraineté numérique. Elle a fait état de la recommandation du Groupe des 10 membres de soutenir le Mécanisme de facilitation technologique pour créer un réseau international de « banques d'idées » et de « fonds pour l'innovation » pour catalyser et soutenir l'innovation.

Lawrence Banks, Directeur général du Centre international de génie génétique et de biotechnologie, a souligné l'utilisation de la biotechnologie pour faire face à la pandémie et fournir des solutions climatiques, soulignant la nécessité d'assurer l'inclusion des groupes marginalisés. Jiahua Pan, de l'Université de technologie de Pékin, a souligné la nécessité d'un portefeuille de solutions technologiques pour répondre à tous les ODD. Chris Sharrock, de Microsoft, a souligné la nécessité de s'assurer que la technologie pertinente atteigne les groupes traditionnellement exclus. Violet Shivutse, Kenya, a appelé à l'inclusion des groupes de base dans l'élaboration des politiques de STI. Charles Mwangi, de l'Agence spatiale du Kenya, a mis l'accent sur le projet de suivi de l'information et des décisions à l'aide de la technologie spatiale.

Les délégués ont également abordé la nécessité d'une responsabilité sociale des entreprises ; la nouvelle enveloppe d'outils technologique pour faire progresser les ODD ; le rôle du savoir autochtone dans le débat sur les STI ; les travaux de la Global Development Initiative sur les STI ; et la nécessité de dépenses publiques pour des sciences et technologies de haute qualité.

**Développement des capacités et partenariats pour maximiser les avantages de la science, de la technologie et des connaissances pour le développement durable :** Jan Beagle, Directrice générale, Organisation internationale du droit au développement, a souligné le rôle de l'état de droit dans la promotion de l'égalité et de la certitude ; la mise en place d'un cadre transparent pour les domaines émergents tels que l'intelligence artificielle et la gouvernance électronique ; et l'autonomisation des groupes historiquement marginalisés.

Au cours d'une conversation au coin du feu, les intervenants ont évoqué le rôle des partenariats public-privé dans l'allègement des pressions de financement des ODD et l'importance d'impliquer d'autres parties prenantes, en particulier les jeunes ; les avantages des nouvelles technologies comme l'apprentissage automatique ; l'importance d'une approche écosystémique qui tient compte de l'interdépendance des objectifs ; et la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation.

### **Dans les couloirs**

« Bienvenue à la maison, et retournons au travail ! » De nombreux participants ont fait écho à l'enthousiasme de la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, pour le retour en mode présentiel du FPHN. La nécessité de redoubler d'efforts pour réaliser le Programme 2030 était évidente alors que les délégués se réunissaient en mode présentiel pour la première fois depuis le début de la pandémie mondiale, tandis que les rapports officiels de la journée soulignaient les immenses défis que la pandémie et ses répercussions socio-économiques ont dressés sur le chemin du développement durable. Cependant, certains ont déploré que la réunion n'était pas complète, étant donné que de nombreux représentants de la société civile n'ont pas pu y assister en personne en raison de l'annonce tardive et de difficultés posées à l'obtention de visas et de financements. Le sort de la déclaration ministérielle a également été discuté dans les coins, certains craignant qu'elle ne puisse survivre à la procédure de silence qu'elle subit actuellement.